

Vivre en France en démocratie depuis 1945

Les évolutions de la vie sociale en France sont principalement liées à la génération du Baby-boom qui va participer pleinement à l'évolution de la société :

1. La génération du baby-boom
 - a. Mai 1968
 - b. La majorité à 18 ans

2. Evolutions des droits des femmes
 - a. Le droit de vote des femmes en 1944
 - b. Simone Veil et l'IVG

3. Autres évolutions de la société
 - a. Création de la Sécurité Sociale en 1945
 - b. Les évolutions dans l'Education
 - c. Les lois Auroux en 1982

1. La génération du baby-boom

<https://www.youtube.com/watch?v=nhCAJyTucRw>

Le baby-boom : c'est l'explosion des naissances qui a lieu après la guerre, des années 1944 aux années 1950.

Cette hausse de la natalité va développer une génération qui sera adolescente dans les années 1960-70

a. Mai 1968

https://www.youtube.com/watch?v=bXWtSzcf_UQ

La crise de mai 1968 commence avec les étudiants (génération du baby-boom) qui aspire à une société différente.

Les manifestations étudiantes vont être accompagnées par des grèves dans le milieu ouvrier.

Cette crise dure tout le mois de mai 1968.

b. Une conséquence du baby-boom : la majorité à 18 ans

[Microtrottoir](#)

<https://www.youtube.com/watch?v=L2o2s0Y2vKA>

[VGE :](#)

<https://clioetptolemee.weebly.com/crise-des-jeunes.html>



1 1974 :
la majorité
à 18 ans

En 1974, le droit de vote est accordé aux jeunes femmes et hommes de 18 ans, contre 21 ans auparavant.

**MOINS
DE
21 ANS**
voici votre
bulletin de
VOTE



Les députés abaissent à 18 ans l'âge de l'éligibilité à l'Assemblée

La limite légale pour être candidat aux législatives et à la présidence de la République est actuellement fixée à 23 ans.

SOPHIE HUET

ASSEMBLÉE À 18 ans révolus, tout Français pourra désormais être élu député, à partir des élections législatives de 2012. L'article premier du projet de loi organique, qui abaisse l'âge d'éligibilité des députés de 23 à 18 ans, a été adopté lundi soir à l'Assemblée en moins de cinq minutes, sans aucun débat et sans opposition. Par l'effet de renvoi à cette disposition, le même critère d'âge sera applicable à l'élection du président de la République.

L'idée n'est d'ailleurs pas nouvelle. Lors de la discussion de la loi du 5 avril 2000 relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions, l'Assemblée avait déjà tenté d'abaisser à 18 ans l'âge d'éligibilité à l'ensemble des mandats (à l'exception de celui de président de la République, actuellement fixé à 23 ans). Mais le Sénat s'était opposé à cet abaissement, sauf pour l'éligibilité aux mandats de conseillers généraux, régionaux ainsi qu'aux fonctions de maire.

Un jeune étudiant de Bron (Rhône), Maxime Vermer, se bat pour cette me-

sure. « Je suis âgé de 16 ans, j'ai fait 36 ans que l'on est majeur à 18 ans, il n'y a pas de sous-citoyen », estime l'intéressé, qui a lancé un appel à Nicolas Sarkozy en juin 2009 et veut être candidat à l'Élysée comme « porte-voix de la jeunesse en 2012 ».

Maxime Vermer appelle les jeunes à faire un nouveau « Serment du jeu de paume ». « J'appelle ceux qui souhaitent redonner à notre pays le goût de sa jeunesse à se joindre à moi et à ne pas se séparer tant que le pacte social républicain ne réintégrera pas l'esprit de la jeunesse dans son corps », proclame-t-il.

« Révolution culturelle »

Plusieurs élus, de droite comme de gauche, sont sur la même ligne. Auteur d'une proposition de loi déposée en 2009 pour mettre en adéquation l'âge de la majorité légale et de l'éligibilité pour tous les mandats, Valérie Rossodebord considère qu'« à partir du moment où il n'y a pas de plafond pour être élu, il n'y a pas de raison qu'il y ait

11 pays ont déjà adopté l'âge minimum légal

ÉLIGIBILITÉ DANS LES PARLEMENTS

18 ans 21 ans 23 ans

intempéries, n'avaient pas... Il faudra donc attendre le v... du texte. le 11 janvier, non



2. La révolution des femmes

a. 1944 Le droit de vote des femmes



" C'est pendant l'Occupation que les mentalités ont changé, et c'est dans la Résistance que les femmes ont gagné le droit de voter et d'être élues. Elles avaient montré leur courage, pris des risques fous, reçu les clandestins, assuré la transmission des messages...Et pas une n'a parlé sous la torture, alors qu'un ou deux hommes célèbres ont avoué avoir flanché. On les voyait revenir de Ravensbrück, dans un état lamentable, si dignes. Il était impossible de leur dénier encore le droit de vote. Ce n'est pas de Gaulle qui leur a donné. Ce sont les femmes qui l'ont glorieusement gagné. "

(Gilberte Brossolette : journaliste résistante et femme politique française.

Propos recueillis par Annick Cojean, Le Monde, vendredi 9 mars 2001).

Q4. page 41

Présentez le contexte dans lequel les femmes obtiennent le droit de vote en France.

Pendant la Résistance, le rôle des femmes a fait évoluer les mentalités

Q5.

Dites pourquoi ce droit nouveau accordé aux femmes est le symbole de la libéralisation et de la modernisation de la démocratie française.

On passe d'une France qui ignorait les droits politiques des femmes à une France qui leur permet de voter et d'être élues.

b. Simone Veil et l'IVG

<https://www.youtube.com/watch?v=cTAmCUgoSZ4>

3 La loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse (1975)

Simone Veil, ministre de la santé, présente en 1974 un projet de loi pour autoriser l'avortement. Cette question fait débat autant dans la société que parmi les députés de l'Assemblée nationale.

Si le législateur est appelé à modifier les textes en vigueur, c'est pour mettre fin aux avortements clandestins qui sont le plus souvent le fait de celles qui, pour des raisons sociales, économiques ou psychologiques, se sentent dans une telle situation de détresse qu'elles sont décidées à mettre fin à leur grossesse dans n'importe quelles conditions. [...] Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur les

trois cent mille avortements qui, chaque année, mutilent les femmes de ce pays, qui bafouent nos lois et humilient ou traumatisent celles qui y ont recours.

L'histoire nous montre que les grands débats qui ont divisé un moment les Français apparaissent avec le recul du temps comme une étape nécessaire à la formation d'un nouveau consensus social, qui s'inscrit dans la tradition de tolérance et de mesure de notre pays.

Discours de Simone Veil devant l'Assemblée Nationale
le 26 novembre 1974.



Simone Veil

(1927-2017)

Rescapée du génocide contre les Juifs en 1945, Simone Veil devient magistrate. Nommée ministre de la Santé en 1974, elle fait voter la loi qui dépénalise l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Première femme à présider le Parlement européen de 1979 à 1982, elle siège au Conseil constitutionnel de 1998 à 2007. En 2008, elle est élue membre de l'Académie française.

LES DROITS DES FEMMES : DATES CLÉS

- **1944** Droit de vote et d'éligibilité.
- **1965** Droit de gérer ses biens propres et d'exercer une activité professionnelle sans le consentement de son mari.
- **1967** Loi autorisant la contraception (loi Neuwirth).
- **1970** Loi sur l'autorité parentale conjointe.
- **1972** Loi sur le principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes.
- **1975** Loi autorisant l'IVG (loi Veil).
- **1980** Loi reconnaissant le viol comme un crime.
- **1983** Loi sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes (loi Roudy).

Q4 page 49

Reformulez les arguments de Simone Veil pour convaincre les députés d'adopter la loi autorisant l'IVG.

300 000 avortements clandestins/an / les femmes les plus vulnérables y ont recours = inégalité

Loi permettra de légaliser l'IVG pour ne plus mettre les femmes en danger.

Q5.

Identifiez les domaines dans lesquels les droits des femmes progressent entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale et le début des années 1980.

Politique : droit de vote + possibilité d'être élue

IVG : maîtrise de la reproduction

Monde du travail

Vie conjugale : émancipation, plus de libertés

3. Autres évolutions

a. Création de la sécurité sociale en 1945



Congrès pour l'organisation de la Sécurité Sociale le 22 février 1947

La Sécurité Sociale, instaurée par ordonnances en 1945, est un système de solidarité inspiré du programme du Comité National de la Résistance

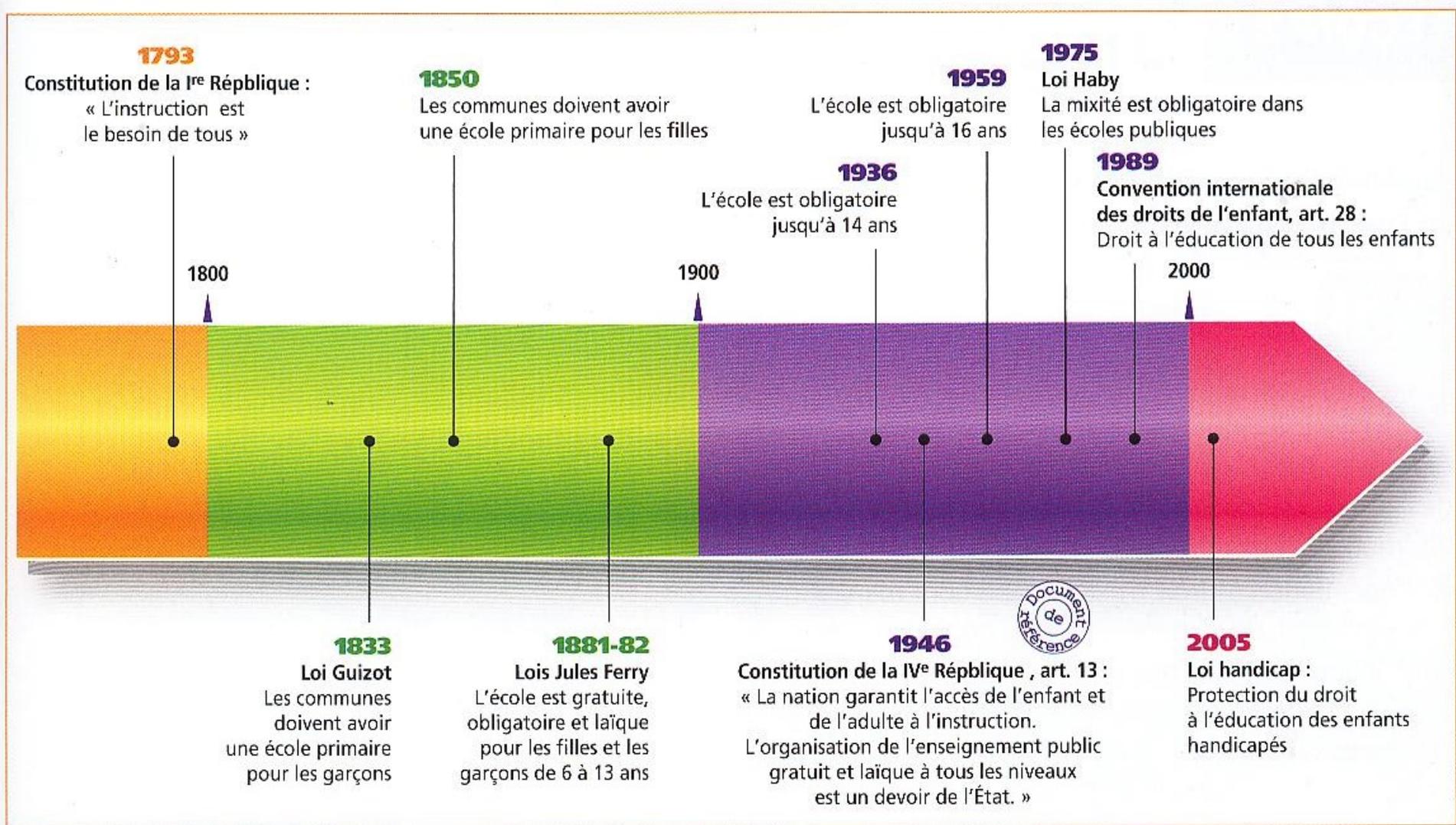
Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

La Nation garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

Q6. A l'aide de la photographie et du Préambule de la Constitution de la IVème République, identifiez les objectifs de la Sécurité sociale.

Protection des travailleurs et de l'ensemble des Français des risques de la vie (accidents, maladie, vieillesse...)

b. Dans l'Education



Loi Haby sur l'éducation (11 juillet 1975)

Art. 4. - **Tous les enfants reçoivent dans les collèges une formation secondaire.**

Les collèges dispensent un enseignement commun, réparti sur quatre niveaux successifs. Les deux derniers peuvent comporter aussi des enseignements complémentaires dont certains préparent à une formation professionnelle ; ces derniers peuvent comporter des stages contrôlés par l'Etat et accomplis auprès de professionnels agréés.

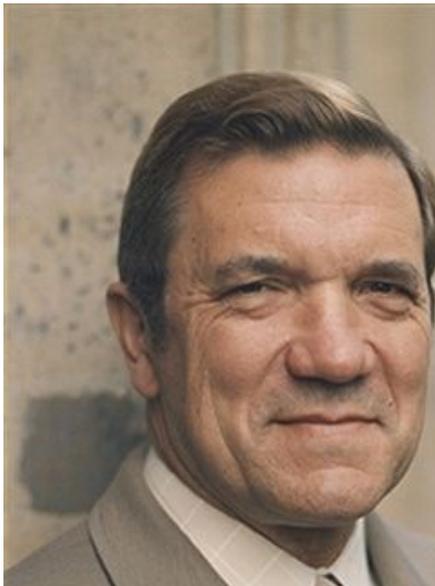
Art. 5. - **La formation secondaire peut être prolongée dans les lycées** en associant, dans tous les types d'enseignement, une formation générale et une formation spécialisée. Elle est sanctionnée :

- soit par des diplômes attestant une qualification professionnelle, qui conduisent éventuellement à une formation supérieure ;
- soit par le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, qui peut comporter l'attestation d'une qualification professionnelle.

Q6. Entourez en bleu les éléments indiquant la formation scolaire obligatoire pour tous les enfants et soulignez en bleu ceux qui témoignent du renforcement de la formation professionnelle

Q7. Après avoir étudié les transformations de la société française, précisez les raisons qui ont poussé l'Etat à promulguer cette loi.

L'école doit s'adapter aux évolutions de la société et de l'économie. Le but est de préparer les élèves à leur insertion professionnelle et de former une main-d'œuvre qualifiée.

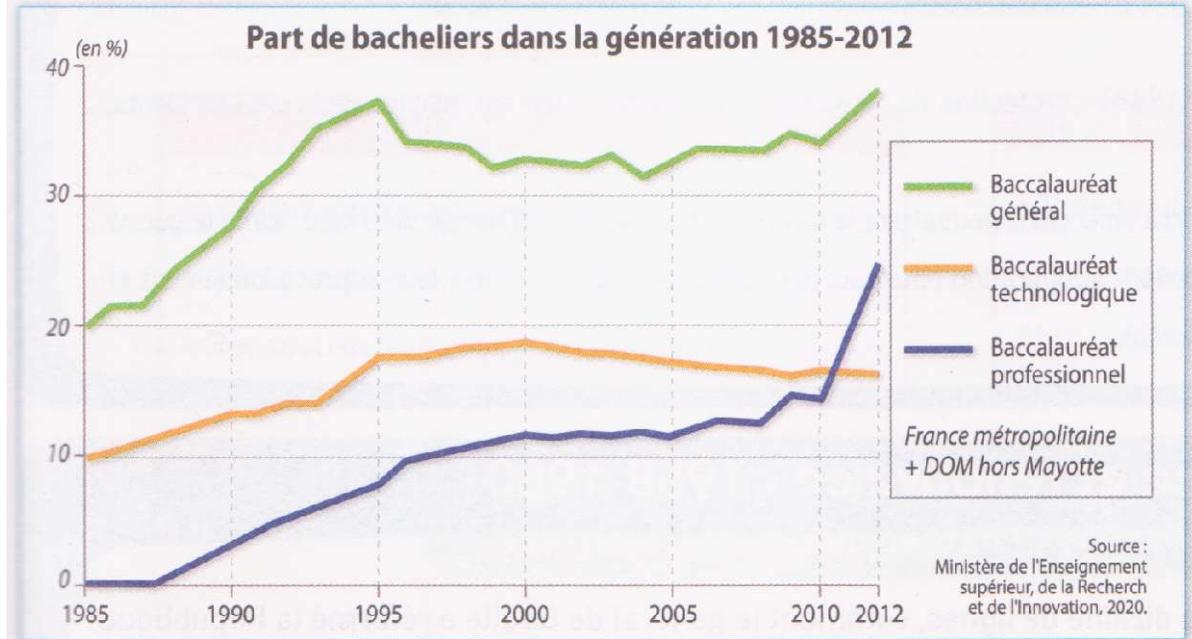


René Haby

Ministre de l'Éducation nationale sous la présidence de Valéry Giscard-d'Estaing) de 1974 à 1978, René Haby fut l'auteur d'une réforme du système éducatif dite du « collège unique » (1975). Cette réforme avait pour objectif d'accroître l'égalité des chances en donnant à tous les élèves la même formation secondaire et en repoussant l'orientation à la fin de la classe de troisième

La création du Bac Professionnel

3 1985 : la création du baccalauréat professionnel



a. L'évolution du nombre de bacheliers par filières entre 1985 et 2012.

Q5. page 55 Comparez l'évolution du nombre de bacheliers par filières entre 1985 et 2012.

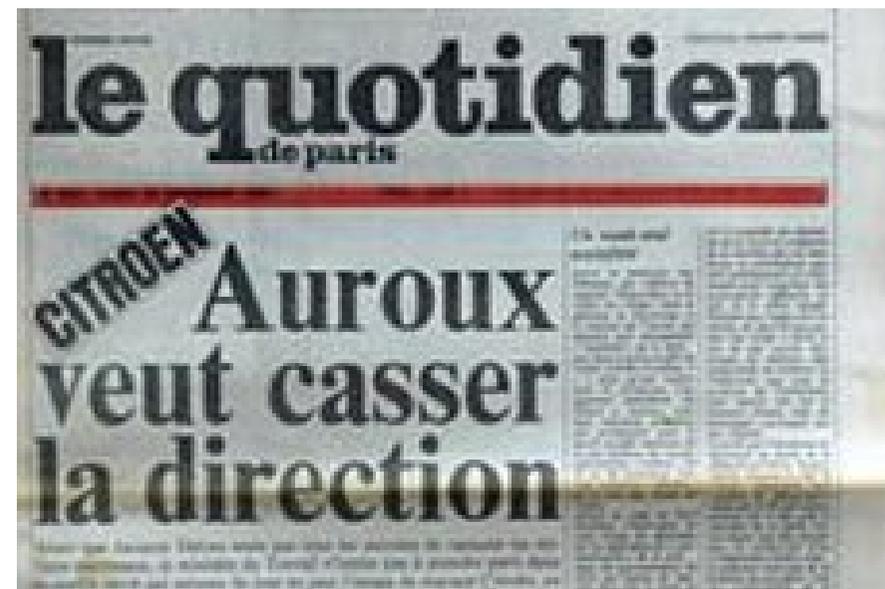
La part du Bac Professionnel est en augmentation constante et a dépassé celle du Bac Technologique. Le Bac général a diminué dans les années 1990

Atelier de charpenterie de marine au lycée professionnel Émile Letournel, Saint-Pierre-et-Miquelon. Construction d'une doris (bateau de pêche traditionnel).



c. Les lois Auroux : réforme du Code du travail

Les lois Auroux: quatre textes de 1982 revisitant le droit du travail
PARIS, 22 juil 2012 - Les lois Auroux, adoptées en 1982, sont un ensemble de quatre textes qui ont modifié plus d'un tiers du code du travail, renforçant notamment les droits des salariés et de leurs représentants.



2 La réforme du Code du travail

Les lois Auroux chamboulent un tiers du Code du travail dans le but affiché de faire des salariés « des citoyens dans l'entreprise ». [...] Elles renforcent la protection des salariés et de leurs représentants, attribuent un financement aux comités d'entreprise (CE), instaurent une obligation annuelle de négocier, ou encore créent les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Ces quatre textes sociaux, votés peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir, portent le nom du ministre du Travail

Jean Auroux, chargé dès 1981 de rédiger un rapport sur « les droits des travailleurs ».

[...] Pour Maître Philippe Brun, avocat de salariés, « [...] c'était une réforme utile, encore aujourd'hui, parce qu'il a fallu attendre 1982 pour que le droit syndical soit une vérité absolue dans l'ensemble des entreprises ». « Les lois Auroux ont constitué une refonte complète du droit du travail [...] comme on en fait tous les cinquante ans », relève Jean-Emmanuel Ray, spécialiste en droit du travail.

AFP, « Il y a trente ans, les lois Auroux bouleversaient le Code du travail »,
20minutes.fr, 22 juillet 2012.

Q3. page 55 Listez les modifications apportées par les lois Auroux au Code du travail.

Q4. Expliquez l'importance de ces lois pour les salariés.

Elles font progresser la démocratie dans l'entreprise, ainsi que le droit syndical